



LAMY François

François Lamy, né le 31 octobre 1959 à Brunoy (Seine-et-Oise), est un homme politique français.

Membre du Parti socialiste, ancien ministre délégué à la Ville, il est ancien maire de Palaiseau et ancien instituteur. Il est également un proche de Martine Aubry.

Fils d'un ingénieur des travaux publics de l'État¹, marié et père d'une fille², François Lamy est le frère du haut fonctionnaire et sociologue Philippe Lamy.

Il fut élève au lycée Michelet de Vanves, puis au lycée Buffon de Paris et à l'école Saint-Sulpice. Après l'obtention du baccalauréat, il intégra l'École normale d'Étiolles. Il demeure à Palaiseau jusqu'en 2014.

François Lamy débute comme animateur socioculturel², puis suit la formation d'instituteur de 1981 à 1985.

François Lamy commence sa carrière politique comme beaucoup d'élus par le militantisme en s'impliquant dans les années 1970 dans les Comités Chili puis le boycott de la Coupe du monde de foot en Argentine en 1978. La même année, il intègre le PSU.

C'est sous les couleurs de ce parti, qu'il devient, en 1983, adjoint au maire de Palaiseau à la suite des élections municipales. À la suite de l'entrée d'Huguette Bouchardeau, il adhère au Parti socialiste en 1985.

Il devient au sein du Parti socialiste assistant chargé du secteur cadre de vie jusqu'en 1988.

Il est nommé chef de cabinet de Robert Chapuis¹ secrétaire d'État à l'enseignement technique. En 1991, il est assistant de Gérard Gouzes président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, puis conseiller technique au cabinet de Martin Malvy secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Il entre au ministère du Budget en 1992.

Il est élu au conseil régional d'Île-de-France lors des élections régionales de 1992 où la liste du PS arrive en troisième position en Essonne avec 14,38 % des suffrages. Lors des élections cantonales de 1994, il obtient 13,71 % au premier tour dans le canton de Palaiseau, s'effaçant face au conseiller général sortant communiste Robert Vizet. Pour les élections municipales de 1995 à Palaiseau, il est tête de la liste socialiste qui obtient 17,33 % des suffrages, avant d'intégrer au second tour la liste communiste finalement défaite, devenant conseiller municipal d'opposition.

Il remporte les élections législatives de 1997 dans la sixième circonscription de l'Essonne avec 53,12 % des voix contre le député sortant RPR Odile Moirin. Les élections municipales de 2001 lui permirent de prendre la mairie de Palaiseau à la droite dès le premier tour avec 54,84 % des suffrages. En vue de l'élection présidentielle de 2002, il apporte son soutien au candidat socialiste Lionel Jospin. Lors des élections législatives suivantes, il est réélu député avec 51,54 % des voix au second tour. En 2007, il est à nouveau vainqueur des élections législatives avec 52,64 % des voix puis réélu maire de Palaiseau lors des élections municipales de 2008 avec 51,82 % des voix au deuxième tour.

En décembre 2008, il devient conseiller politique de la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry. En juillet 2011, il est nommé directeur de l'équipe de campagne de Martine Aubry pour la primaire socialiste.

En mai 2012, il entre dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault après la victoire de François Hollande à l'élection présidentielle, au poste de ministre délégué chargé de la Ville. Le 23 mai 2012, il annonce sa démission du poste de maire de Palaiseau, décision rendue officielle par le vote du conseil municipal le 2 juin 2012. En juin 2012, il remporte l'élection législative avec 57,77 % des suffrages, il est confirmé dans le second gouvernement de Jean-Marc Ayrault et laisse son siège à son suppléant Jérôme Guedj. Le 28 juin 2012 il démissionne de la présidence de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay. Lamy est ministre jusqu'au 31 mars 2014, date de la démission du gouvernement Ayrault. Il redevient ensuite député.

Le 15 novembre 2014, il annonce avec Martine Aubry qu'il s'installe à Lille : « Je viens habiter à Lille et je vais militer ». Il démissionne de son mandat de conseiller municipal d'opposition à Palaiseau mais reste député de l'Essonne. Il justifie ce choix en expliquant qu'il restera « député de la nation ».

À la suite de l'attentat contre Charlie Hebdo, il organise une manifestation d'union nationale ouverte à tous sauf au Front national, ouvrant ainsi une controverse politique.

Il soutient Benoît Hamon au second tour de la primaire citoyenne de 2017.

Le 17 décembre 2016, le PS annonce l'investiture de François Lamy dans la première circonscription du Nord pour les élections législatives de 2017, la maire de Lille ayant manœuvré au sein des instances du parti pour imposer son fidèle bras droit. Il est battu dès

le premier tour avec seulement 9,14 % des voix perdant un « fief » du Parti socialiste jugé « imperdable ».

À la suite de l'élection présidentielle de 2012 remportée par le socialiste François Hollande, il est nommé ministre délégué chargé de la Ville auprès de la ministre de l'Égalité des Territoires et du Logement Cécile Duflot dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault . Il se déclare alors favorable au droit de vote des étrangers. Cette fonction prend fin lorsque Manuel Valls devient Premier ministre.

François Lamy fut élu député dans la sixième circonscription de l'Essonne le 1er juin 1997 pour la XIe législature, il fut réélu le 19 juin 2002 pour la XIIe législature et le 17 juin 2007 pour la XIIIe législature.

À l'Assemblée nationale, il est membre du groupe parlementaire socialiste, radical, citoyen et divers gauche il est membre de la commission de la défense nationale et des forces armées depuis 1997 il fut membre de la commission des affaires étrangères en 2000-2003, membre de la commission d'enquête parlementaire sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement Département protection sécurité, il était vice-président en 1997 puis président du groupe d'amitié France-Bosnie-Herzégovine depuis 2002, secrétaire du groupe d'amitié France-Maroc depuis 2007, vice-président du groupe d'études sur la Palestine, membre du groupe d'amitié France-Rwanda, il fut membre du groupe d'études sur le Kosovo et du groupe d'études sur les sectes.

Il est le coauteur d'un rapport sur la guerre du Kosovo et sur le contrôle parlementaire des opérations extérieures.

François Lamy adhéra au Parti socialiste en 1985 et devint assistant chargé des questions du cadre de vie jusqu'en 1988. En 2000, il intégra le bureau national et fut nommé secrétaire national chargé des adhésions de 2000 à 2005, de la vie associative de 2005 à 2007 et des questions de défense depuis lors. Il préside le club « Réformer », groupe de réflexion politique fondé par Martine Aubry. Il devint son bras droit lorsqu'il la soutint pendant le congrès de Reims et fut nommé conseiller politique de la première secrétaire du Parti socialiste lors du congrès national du 6 décembre 2008. En avril 2014, après avoir été évincé du gouvernement Valls, il est nommé conseiller spécial et politique du cabinet de Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS. En juin 2015, il hérite du portefeuille des relations extérieures. Il est rattaché auprès du premier secrétaire.

François Lamy est élu conseiller régional le 23 mars 1992 et conserve son siège durant un mandat jusqu'au 15 mars 1998.

François Lamy est élu conseiller municipal d'opposition de Palaiseau le 19 juin 1995 puis élu maire le 19 mars 2001 et réélu le 16 mars 2008. À ce titre, il siège au syndicat intercommunal pour l'équipement des communes des vallées de l'Yvette et de la Bièvre et siège au syndicat mixte d'études et de programmation du Nord-Centre Essonne. Il

démissionne de son mandat de maire le 2 juin 2012 et reste conseiller municipal. Il est réélu conseiller municipal lors de l'élection municipale de 2014 mais la liste sur laquelle il se présente est battue par celle de droite. En novembre 2014, François Lamy déménage à Lille et démissionne de son poste de conseiller municipal à Palaiseau

François Lamy est président de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay du 30 décembre 2003 au 28 juin 2012.